

L'EMERGENCE D'UNE MOBILISATION MULTISECTORIELLE EN ÉGYPTE: DES PREMISSES CONTEXTUELLES AUX BASCULEMENTS SITUATIONNELS

Marie Vannetzel*

Tout comme la Tunisie de Ben Ali, l'Égypte de Mubarak constituait un modèle d'autoritarisme consolidé d'une remarquable durabilité, mais il était caractérisé par un degré de "dissonance" autorisé plus élevé au sein d'espaces publics partiels plus nombreux, moins surveillés, et plus libres dans l'expression de la critique. Néanmoins, ces espaces étaient là encore strictement sectorisés et encadrés par un appareil sécuritaire veillant à contenir les pratiques protestataires qui pouvaient s'y développer. Comme en Tunisie donc, la hantise du régime, ou de la coalition dominante, était bien celle d'une mobilisation multisectorielle. Les outils théoriques de Michel Dobry¹, relatifs à la notion de "fluidité politique", sont ici particulièrement utiles pour comprendre les ressorts de la révolution égyptienne. Il s'agit en effet de dégager les dynamiques qui ont conduit au décroisement, au moins temporaire, de ces espaces publics partiels, et ont ainsi conduit à une mobilisation multisectorielle. Ces dynamiques sont :

¹ *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1986

- D'abord la déssectorisation, soit le processus par lequel un enjeu devient saisi par une multiplicité de secteurs sociaux;
- Ensuite, la désobjectivisation des rapports sociaux, qui consiste en un bouleversement des contraintes habituelles et des rôles des acteurs, et redéfinit le champ des possibles;
- Enfin, l'unidimensionnalisation des identités, qui permet de gommer temporairement les divergences des acteurs et de favoriser leur fraternisation.

Je voudrais ici mettre en lumière le contexte des années précédentes, au cours desquelles sont apparues les prémisses de cette déssectorisation, au travers de l'émergence de mobilisations, classées et labellisées en deux types par le régime et les acteurs eux-mêmes : les mobilisations "politiques" d'une part, et les mobilisations "sociales" ou "économiques" d'autre part. Je reviendrai ensuite sur les premiers jours de la révolte, en les analysant comme une situation de fluidité politique. Cette mise en perspective s'appuie sur les travaux de quelques observateurs qui avaient prêté une attention particulière à ces ressorts sociaux (voir par exemple les recherches de Sarah Ben Néfissa et de Joël Benin²), ainsi que sur les analyses de ceux qui font aujourd'hui, à chaud, un précieux travail de terrain (notamment Mona al-Ghobashy et Patrick Haenni³).

2 S. Ben Néfissa, « Verrouillage autoritaire et mutation générale des rapports entre l'Etat et la société en Egypte », *Confluences Méditerranée*, n°75, automne 2010, pp.137-150 ; « Ca suffit ? « Le 'haut' et le 'bas' du politique en Egypte », *Politique africaine*, n°108, décembre 2007, pp. 5-24 ainsi que le dernier numéro hors série de la Revue *Tiers Monde* (avec Blandine Destremeau), *Protestations sociales, révolutions civiles: Transformations du politique dans la Méditerranée arabe*, Armand Colin, 2011, 240 p. ; J. Beinin, "Neo-liberal structural adjustment, political demobilization, and neo-authoritarianism in Egypt", in L.Guazzone, D. Pioppi (eds.), *The Arab state and neo-liberal globalization : the restructuring of state power in the Middle East*, Reading, UK, Ithaca Press, 2009.

3 M. Al-Ghobashy, "The Praxis of the Egyptian Revolution", *MERIP*, n°258, vol.41, Spring 2011, <http://www.merip.org/mer/mer258/praxis-egyptian-revolution> ; P. Haenni, « Egypte: les Frères musulmans confrontés à une nouvelle culture politique - Entretien avec Khaled Hamza », *Religioscope*, 15/02/2011, http://religion.info/french/entretiens/article_518.shtml.

LES DYNAMIQUES CONTEXTUELLES DE LA DESECTORISATION

On peut dater à 2003 le début des tentatives de mobilisation politique visant à déborder quelque peu les limites autorisées d'usage des espaces publics. Les manifestations massives contre la guerre étasunienne en Irak, constituent un moment de rencontre pour différents acteurs de la société civile – activistes d'ONG, journalistes, intellectuels, étudiants, élites syndicales et partisans y compris Frères musulmans. Cette convergence, bien que très partielle et informelle, va favoriser, en 2004-2005, l'émergence d'un mouvement de protestation plus structuré, réclamant le départ d'Husni Mubarak et refusant la succession de son fils Gamal à la tête de l'Etat: le mouvement "*Kifaya*" (signifiant: "ça suffit!"). Celui-ci reste cependant très élitiste, confiné dans les milieux de l'intelligentsia cairote, et par conséquent quantitativement très limité. Pourtant, ce mouvement initie un saut qualitatif majeur: d'abord parce qu'il réalise un modèle de coalition d'acteurs divergents et rivaux, nouveau en Egypte, mais surtout parce qu'il permet de briser le tabou de la protestation dans la rue, sur des questions de politique intérieure et non plus seulement de politique étrangère. La loi d'urgence, alors en vigueur de façon quasi-interrompue depuis 1958 (elle fût levée quelques mois en 1980 puis rétablie en 1981 suite à l'assassinat de Sadate), interdisait en effet le rassemblement de plus de 5 personnes sans autorisation des forces de sécurité.

Kifaya participe de, autant qu'il participe à, un contexte d'ouverture relative du régime égyptien, lequel fait quelques concessions, certes limitées et en définitive illusoires, en permettant, en 2005, la tenue de la première élection pluraliste au suffrage universel du Président de la République, puis une relative transparence lors des élections législatives de l'automne. Cependant, au lendemain de ce scrutin parlementaire, qui voit les Frères musulmans remporter près de 20% des sièges et le parti du pouvoir (le Parti national démocratique, PND) faire face à des difficultés croissantes, une phase de délibéralisation et de verrouillage institutionnel se met en place. On assiste bientôt au retour massif de la fraude et de la répression dans les divers processus électoraux à tous les niveaux, puis en 2007, à l'amendement de la Constitution rendant légal, en autres, des pratiques policières

liberticides. C'est néanmoins une période paradoxale qui s'ouvre puisque, comme l'a montré notamment Sarah Ben Néfissa, dans le même temps, on assiste à une "mutation" de l'espace public égyptien sous le coup de deux phénomènes⁴.

En premier lieu, les protestations de rue se multiplient de façon impressionnante: leurs acteurs changent et ils revendiquent le label de "mobilisations sociales ou économiques". Ces actes protestataires prennent la forme de rassemblements devant les sièges des autorités visées, d'occupations des lieux de travail, de grèves, ou parfois d'échauffourées, et sont le fait de catégories sociales très diverses : les ouvriers des grandes entreprises publiques réclamant l'augmentation de salaires, les fonctionnaires des impôts fonciers, les pharmaciens, les retraités, mais aussi les conducteurs de calèches pour touristes à Assouan, les habitants de Damiette contre l'implantation d'une multinationale polluante, des femmes bloquant les routes pour protester contre la cherté de la vie et l'augmentation du prix du pain ou encore, dans un village, les membres d'une confrérie soufie protestant contre l'interdiction d'une fête locale. On enregistre à partir de 2006 des centaines de mobilisations de ce type. La revendication du label "social" est en fait une stratégie politique plus ou moins conscientisée qui vise à éviter une récupération de la part des acteurs politiques classiques, et ainsi, à exercer une pression plus efficace sur les autorités pour obtenir une réponse à leurs demandes ciblées. Cette stratégie fonctionne dans une certaine mesure, puisque le régime négocie davantage qu'à l'accoutumée.

Le deuxième processus a trait à la transformation de l'espace public égyptien sous l'effet du développement des médias indépendants, journaux, chaînes satellites, et réseaux Internet. Ces médias se font le relais de ces mobilisations sociales sectorisées, et contribuent à leur progressif décloisonnement. L'exemple le plus flagrant fut celui de la grève des ouvriers de l'industrie textile de Mahalla al-Kubra au Nord du Caire, en avril 2008. L'annonce de cette grève fut relayée sur Internet par un groupe de jeunes blogueurs qui formèrent alors, sur *Facebook*, le "Mouvement du 6 avril" pour appeler, ce jour-là, à la grève générale, en

4 S. Ben Nefissa, « Verrouillage autoritaire et mutation générale des rapports entre l'Etat et la société en Egypte », art.cit.

solidarité avec les travailleurs de Mahalla. Cet appel aurait pu rester confidentiel s'il n'avait été relayé à son tour par la presse indépendante, mais aussi par les médias officiels eux-mêmes : le gouvernement fit passer un communiqué menaçant quiconque envisagerait de troubler l'ordre public. De fait, la grève ne fut que minoritairement suivie, et la place *Tahrir* était vide ce 6 avril-là. Pourtant, d'une certaine manière, le régime contribua par ce type de réaction à décloisonner les mobilisations en informant l'ensemble de la population égyptienne de la tenue de protestations localisées⁵. Par ailleurs, les acteurs "organisés" de la société civile, plus ou moins liés à la mouvance *Kifaya*, trouvèrent dans cette effervescence sociale un nouveau souffle, et une voie possible de sortie du confinement élitiste.

LA POLICE COMME ENJEU COMMUN

A l'occasion de chacune de ces actions de rue, chaque acteur fait l'expérience de la confrontation avec l'appareil sécuritaire et du harcèlement policier. Comme l'indique Mona al-Ghobashy, « *faire de la politique dehors amena les citoyens à un face-à-face avec la caste qui gouvernait les rues: l'omniprésente police égyptienne. La police de Mubarak n'était pas une police d'Etat parce que l'appareil coercitif réprimait et arrêtait quotidiennement la population. C'était une police d'Etat car l'appareil coercitif était devenu le principal bras administratif de l'Etat, et agrégeait les fonctions de plusieurs institutions* »⁶. L'enjeu devient alors peu à peu commun aux différents secteurs. C'est ce que montre, en juin 2010, la mise en place d'une mobilisation spectaculaire suite au décès du jeune Khaled Said, battu à mort par des policiers pour avoir diffusé sur *Youtube* une vidéo montrant des agents se partager de la drogue après un coup de filet. Un groupe *Facebook* intitulé « Nous sommes tous

5 Sur l'exemple du 6 avril, et sur le triptyque "mouvements sociaux – médias – pouvoirs publics", voir S. Ben Nefissa, "Egypte: crise alimentaire et mutations de l'espace public", Centre Tricontinental CETRI, 17 décembre 2008, disponible sur www.cetri.be/spip.php?article979

6 M. Al-Ghobashy, "The Praxis of the Egyptian Revolution", art.cit.

Khaled Said » se crée et rassemble rapidement près d'un quart de million de soutiens (soit environ 10 % des utilisateurs de *Facebook* en Egypte). Depuis le net, des « *silent stands* » sont organisés dans plusieurs régions d'Egypte, rusant d'imagination pour déjouer les interdictions pesant sur les rassemblements: le long de la Corniche à Alexandrie, des citoyens vêtus de noir se rejoignent en ordre dispersé pour former, peu à peu, une grande ligne de personnes recueillies face à la mer. La mobilisation déborde également des réseaux online, en s'appropriant un support beaucoup plus populaire: sur les billets de banque, des inscriptions se multiplient, « Non à la torture, non à l'Etat d'urgence, ce pays est le nôtre, nous sommes tous Khaled Said. »⁷



Autour de l'enjeu policier, une sorte de connexion latente et diffuse s'établit entre les acteurs associatifs et politiques « institutionnels », la jeunesse en voie de politisation et les protestations sociales. C'est dans ce contexte que les acteurs associatifs et politiques vont tenter un rassemblement en organisant la campagne nationale pour le changement de Mohamed al-Barad'i, qui se présente alors comme l'homme providentiel. De prime abord, la coalition a semblé un échec: l'un des principaux points préconisait un boycott des élections législatives de novembre 2010 et tous les partis d'opposition qui avaient rejoint la campagne, ainsi que les Frères musulmans, décidèrent finalement de participer aux élections. En

⁷ Voir, en français, le billet du blogueur tunisien ByLasKo, publié sur <http://fr.readwriteweb.com/2010/09/07/a-la-une/nous-sommes-tous-khaled-grande-campagne-dactivisme-en-ligne-du-monde-arabe/>, d'où sont extraites les photos suivantes

revanche, le succès de cette campagne nationale a été de fournir un cadre à la nébuleuse de jeunes activistes virtuels, dans lequel nombre d'entre eux ont pu se reconnaître et ainsi entreprendre des actions de terrain. Il permet également de rendre visible l'élargissement de la contestation politique à la province, au travers de la formation spontanée, par des jeunes, de comités de soutien à la campagne d'al-Barad'i dans les villes du Delta, du Canal et de Haute Egypte.

Enfin, affirmer que les élections législatives de novembre portèrent le coup final à une déssectorisation en cours relèverait d'une lecture rétrospective déformante. Néanmoins, leur impact ne doit pas être sous-estimé: elles démontrèrent, de façon saisissante, un retour en arrière dans l'éternel processus de réformes toujours promis et ré-ajourné par Husni Mubarak. Sur 508 sièges, 15 ont été « remportés » par l'opposition, dans le cadre d'un scrutin marqué par une fraude massive, les arrestations d'opposants, l'absence de représentants des candidats d'opposition dans les bureaux de vote, les affrontements violents menés par les services de sécurité et leurs hommes de main (les *baltagiyya*). Pour beaucoup d'Egyptiens, ces élections avalisèrent l'idée que la voie politique conventionnelle était définitivement bloquée – les Frères musulmans et certains partis politiques actant d'ailleurs tardivement ce constat, par un boycott du second tour. Toutefois, le climat n'était pas celui d'une révolution qui s'annonce, mais plutôt celui d'une intense frustration.

LA FLUIDITE SITUATIONNELLE DU BASCULEMENT REVOLUTIONNAIRE

Selon Mona al-Ghobashy qui a réalisé une cartographie détaillée du démarrage des manifestations, il est nécessaire de prendre en compte les dynamiques situationnelles au moment même de la crise et en particulier aux premiers jours de la révolte, du 25 au 28 janvier. En effet, les « déplacements », physiques et symboliques, qui se produisent alors, dans l'instant, renforcent le processus de déssectorisation et enclenchent la désobjectivation des rapports sociaux redéfinissant les options d'action possibles.

Si le départ du leader tunisien Zine El-Abidin Ben Ali, le 14 janvier, est évidemment un élément déclencheur qui amorce un bouleversement des contraintes et ouvre un nouveau champ des possibles chez des militants égyptiens, la date du 25 janvier, choisie par les initiateurs de la manifestation – issus de divers réseaux d'activistes, notamment du "Mouvement du 6 avril" – est bien égyptienne et le signe de la centralité de l'enjeu sécuritaire. En effet, c'est le jour de célébration de la Police. Cette année, il avait été décrété jour férié par le gouvernement. De plus, les témoignages indiquent que l'exemple tunisien n'avait pas suffi à rendre crédible la possibilité d'un renversement du Raïs en place depuis 30 ans: « Nous sommes allés manifester ce jour-là en pensant être arrêtés au bout de dix minutes, comme d'habitude », confie un militant de la campagne d'al-Barad'i au *Wall Street Journal*⁸. Les manifestants étaient ainsi loin d'imaginer qu'ils « tiendraient » une journée, puis une deuxième, puis, encore une autre, et que leurs actions déboucheraient finalement sur une occupation d'une semaine du lieu central du Caire devenu symbolique, *Midan Tahrir*, jusqu'au départ de Mubarak. Le 25 janvier, les célèbres slogans "dégage" et "le peuple veut la chute du régime" ne font leur entrée que tardivement, en fin de journée: c'est aux cris de "Pain, liberté, justice sociale" que les militants descendent initialement dans la rue.

Les départs de manifestations se font de façon dispersée, dans différents quartiers du Caire, mais aussi en province (Alexandrie et Suez notamment): ce sont d'abord de petits groupes qui passent dans les rues et appellent les habitants, qui les regardent de leurs fenêtres, à les rejoindre. Dans certains cas, les groupes grossissent et parviennent à déjouer les barrages de police pour rejoindre le centre-ville. Dans d'autres zones, ils sont bloqués. Mais les forces de sécurité sont désorientées par le caractère spontané, imprévu et éparpillé des regroupements. Et à la grande surprise des manifestants, les barrages cèdent en beaucoup d'endroits: alors, dans l'instant, les militants s'enhardissent, montrent qu'ils n'ont soudainement plus peur, mais n'utilisent pas pour autant la violence. L'image désormais célèbre du jeune homme défiant les canons à eau, seul face au blindé qui le menace, en est l'illustration.

8 *Wall Street Journal*, 02/02/2011.



Probablement non prémédité, cet acte, comme beaucoup d'autres que le travail des chercheurs sera de mettre en lumière, montre que c'est au moment où "ça cède" que le basculement se produit, où la désobjectivation de l'ordre policier se concrétise et ouvre un champ des possibles inédit. On voit là toute l'importance de l'idée de fluidité politique.

Enfin, le déroulement même des manifestations qui démarrent ici et là, prennent corps sur « le tas », puis coagulent en certains points, matérialisent le troisième processus, évoqué en référence à Michel Dobry, celui de l'unidimensionnalisation des identités. Beaucoup de commentateurs ont souligné l'absence de leaders visibles dans l'organisation des actions, ce qui relève à la fois d'une stratégie permettant d'éviter au mouvement de se faire décapiter, mais aussi de la configuration de la mobilisation dont les composantes se rencontrent et se rejoignent bien plus autour de dénonciations communes – l'injustice sociale, la corruption, la domination policière – que d'un leader ou de revendications programmatiques. La force des réseaux Internet, *Facebook* et *Twitter*, a ainsi été de diffuser une mise en récit battant en brèche la "saillance" qui commençait à se cristalliser autour de la question islamiste dans les médias étrangers. Il est intéressant de noter comment, dans les débats, le "soufflé" islamiste s'est subitement dégonflé pour laisser place à une "saillance en creux", caractérisée cette fois par l'absence – ou du moins l'absence de visibilité – des Frères musulmans dans la mobilisation, et leur division entre une hiérarchie prudente et les jeunes militants présents sur la place *Tahrir*.

Si les manifestations « unitaires » du vendredi ont perduré un temps, et tentent encore aujourd'hui de se maintenir, la chute de l'ancien Président et la prise de pouvoir du Conseil suprême des Forces armées ont amorcé la réapparition rapide des clivages politiques. L'armée, d'abord perçue comme partie intégrante de cette unité populaire en ayant choisi le camp du peuple lors de l'occupation de *Tahrir*, a vite renoué avec des méthodes jugées dignes de l'ère Mubarak: le 9 mars, la violente répression d'une manifestation, dénoncée par *Amnesty International* pour les faits de torture infligés par des militaires à des manifestantes, se solde par des centaines d'arrestations et de jugements en cour martiale. Le 19 mars, le référendum sur les amendements constitutionnels divise le pays entre « 4 millions ayant voté non », suivant les consignes de la Coalition des jeunes de la révolution du 25 janvier, et « 14 millions ayant voté oui », du côté desquels se rangent notamment les Frères musulmans. Au sein de ceux-ci (et au sein d'autres partis), les divisions internes s'accroissent, dans la perspective des élections parlementaires et présidentielles à venir: le groupe s'organise en parti, mais selon des modalités qui creusent le fossé avec une frange des jeunes militants; et l'une des figures de proue du mouvement, 'Abd al-Mon'im Abu al-Futuh, annonce sa candidature indépendante aux présidentielles, en dépit de la position officielle de l'organisation frériste de ne pas participer à ce scrutin. Enfin, des violences confessionnelles éclatent dans certaines zones en tension, brisant le mythe réactivé par la situation révolutionnaire de l'harmonie inter-religieuse en Égypte: loin pourtant de se réduire à un problème sectaire, ces affrontements semblent impliquer différents acteurs politiques – salafistes, anciens agents de la sécurité d'État, partisans de l'ancien régime... – et révèlent ainsi l'intensité des luttes de pouvoir en reconfiguration dans l'Égypte révolutionnaire. C'est enfin dans cette situation mouvante, qu'un acteur majeur, aussi multiple qu'inconnu⁹, s'apprête à faire son entrée: les électeurs.

***Marie Vannetzel, doctorante, CERI-Sciences Po**

9 Les taux de participation électorale ne dépassaient jusqu'alors pas les 20 %, et les enquêtes "sortie des urnes" étaient bien entendu impossibles. Le référendum du 19 mars, avec 41 % de participation, a donné les premières informations sur les orientations des électeurs. Voir la première carte de résultats électoraux par circonscriptions, réalisée par le politologue Issandr al-Amrani, disponible sur <http://www.arabist.net/blog/?currentPage=3>